**La mobilisation étudiante…en continuité avec l’histoire.**



**Texte de Pierre Bélanger**

**Militant étudiant de 1978 à 1984. Recherchiste-documentaliste pour l’Association Nationale des Étudiants et Étudiantes du Québec de 1981 à 1983 et auteur d’un livre intitulé ‘’Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960 -1983)’’.**

**Aujourd’hui, il enseigne l’histoire au secondaire.**

Plus de 150 000 personnes ont participé à Montréal le 22 mars dernier à l’une des plus imposantes manifestations de l’histoire du Québec. Ils répondaient ainsi à l’appel des trois associations étudiantes nationales (Classe, FECQ et FEUQ ) démontrant par cette occasion une grande capacité de mobilisation auprès de leurs membres et surtout une grande volonté de résister au gouvernement Charest de régler une partie des problèmes budgétaires des universités québécoises en gonflant, malheureusement, l’endettement étudiant et menaçant par surcroît l’accessibilité aux études supérieures pour une partie de la jeunesse.

Rarement a-t-on vu dans l’histoire du Québec une mobilisation aussi massive de la part d’une grande partie de la jeunesse. À la fin des années ’60, les jeunes de moins de 25 ans représentait près de 50 % de la population, résultat du boom démographique de l’après-guerre. Ils étaient donc une force sociale majeure qu’il était difficile d’ignorer. De cette jeunesse, qui n’hésite pas à se mobiliser périodiquement pour des grandes causes sociales (accessibilité à l’éducation, soutien à des luttes ouvrières et anti-impérialistes, entre autres la guerre du Viêt-Nam, question linguistique), éclora la plupart des leaders politiques et sociaux qui façonnent le Québec d’aujourd’hui. De grandes grèves étudiantes, il y en a eu : 1968, 1974, 1978, 1986, 1990,1996, 2005 et 2012. Un fil conducteur était à l’origine de toutes ces grandes batailles menées par des syndicats étudiants : que l’éducation devait être accessible pour tous et non seulement à une élite, comme cela était le cas sous le régime de Duplessis. La Révolution tranquille viendra galvaniser la jeunesse du Québec pour plusieurs générations à venir y compris celle d’aujourd’hui.

 Plus de onze semaines se sont écoulés depuis le début des premières mobilisations étudiantes et la détermination de ces jeunes ne se dément toujours pas. Elle est impressionnante à plusieurs égards : assemblées générales décisionnelles et manifestations avec de forts taux de participation ; conférences de presse bien planifiées; actions stratégiques originales; alliances avec les groupes populaires et syndicaux… Vraiment, cette jeunesse dont on déplorait, il n’y a pas si longtemps, sa passivité (faible taux de participation lors des élections) est en train de donner à tous les observateurs ‘’avertis’’ du monde politique et syndical une grande leçon de résistance 101. Devra-t-on ironiquement remercier le gouvernement Charest et sa ministre de l’Éducation, Mme Line Beauchamp qui doutait de la représentativité étudiante, d’avoir radicalisé une grande partie du monde étudiant par des politiques fort discutables ? Oui, discutable sur plusieurs aspects.

Le gouvernement, en annonçant la hausse des frais de scolarité de 325$ pour les cinq années consécutives, ce qui représente 75% d’augmentation, avait préparé le terrain pour se gagner l’opinion publique : problèmes financiers des universités, déficits et dettes fort problématiques, frais de scolarité inférieurs aux autres provinces, alors pourquoi pas… Les organisations étudiantes avaient donc un grand défi à relever pour combler dans l’opinion publique un déficit de sympathie. Elles ont réussi un véritable tour de force en mobilisant, contre vents et marées parfois, des milliers d’étudiants et de sympathisants. Maintenant, ils doivent développer leur argumentaire de façon à convaincre une opinion publique qui semble plus réfractaire à leurs demandes, en particulier un retour au gel des frais de scolarité, ce que le gouvernement refuse, malgré une impasse qui n’avantage personne, surtout pas les contribuables du Québec.

Loin d’être insensées, les demandes de gratuité scolaire et le gel des droits de scolarité, malgré la vive opposition des ‘’lucides’’, doivent encore faire partie du débat au même titre que l’accessibilité à l’éducation, le programme des prêts et bourses, le financement et la gestion des universités parce que derrière nos choix collectifs on doit y retrouver un choix de société judicieusement réfléchi.

Cette réflexion sociétale doit donc être effectuée dans le respect des grands objectifs fixés par la Commission Parent d’accessibilité à l’éducation et de rattrapage scolaire compte-tenu de certains retards de diplomation comparativement aux autres provinces canadiennes. Un objectif que l’on se doit d’atteindre, a rappelé récemment dans Le Devoir, un ancien ministre de l’Éducation, M. Jacques Yvan Morin. Depuis plus de quarante ans, le Québec a fait des progrès extraordinaires en matière d’éducation. Nous devons saluer cet effort collectif et surtout le poursuivre en se rappelant qu’une personne instruite représentera un apport considérable pour elle-même et la société, comme le rappelait si bien le chroniqueur économique, M. Michel Girard, dans une lettre ouverte adressée au ministre Raymond Bachand et intitulée ‘’Le gel, un bon investissement gouvernemental’’ (La Presse, 26 mars 2012). Idem pour les garderies à 7$, dont une étude récente vient de démontrer la rentabilité économique en favorisant l’accès des femmes au marché du travail.

Plutôt que de s’entêter à se confronter et à soutenir, via sa ministre de l’Éducation, une judiciarisation qui mène inévitablement à la violence, comme on l’a vu ces derniers jours, le gouvernement Charest aurait pu faire preuve d’originalité et proposer une approche différente. Mais l’approche rigide du gouvernement, qui refuse de négocier la hausse des frais de scolarité et d’entrevoir d’autres solutions possibles, nous place dans une impasse et ajoute à la crise de confiance. Les récentes révélations quant aux gaspillages des fonds publics dans certaines universités (mauvais investissements, primes de départ généreuses, voyages somptueux de recteurs au Brésil, etc.) ont largement contribué auprès des jeunes à discréditer la démarche gouvernementale. Par surcroît, l’émission Enquête révélait comment l’ancienne vice-première ministre, Nathalie Normandeau, avait contribué personnellement à l’octroi d’un contrat de plusieurs millions de dollars à des amis du régime. Depuis l’arrivée au pouvoir de ce gouvernement, combien de centaines de millions ont été perdus par l’attribution de contrats (souvent sans appel d’offres) afin de favoriser des entreprises proches du Parti Libéral ? Et ce n’est que la pointe de l’iceberg…

Pour sortir de la crise, il faut faire preuve d’ouverture et surtout éviter de personnaliser le débat, comme l’a fait depuis le début Mme Beauchamp à l’égard du représentant de la Classe, Gabriel Nadeau-Dubois. Des ‘’sages’’, entre autres d’anciens ministres libéraux avec une approche plus objective, ont fait des suggestions fort pertinentes : nomination d’un médiateur, moratoire sur la hausse avec des États généraux sur l’éducation. Les idées ne manquent pas et il est inacceptable que la situation continue à dégénérer de cette façon. Vite un dialogue s’impose dans le respect de tous et surtout évitons le mépris qui n’engendre que colère et violence. Des solutions, il y en a, même si elles ne sont pas libérales. Faisons preuve de créativité. Par exemple, il ne faudrait pas hésiter à questionner l’apport du gouvernement fédéral en matière d’éducation postsecondaire dont la contribution en trente ans a considérablement baissé forçant le milieu universitaire à faire des choix difficiles. Lui aussi n’est pas exempt de scandales et de mauvaises planifications financières concernant, entre autres, les plantureux contrats des avions de chasse F-35, comme l’a révélé récemment le vérificateur général du Canada, M Michael Ferguson. Le Fédéral devrait-il contribuer davantage ?

L’entreprise privée, qui profite largement de la formation des universitaires, pourrait également être mise à contribution. Ainsi, une entreprise pourrait payer une sorte de ‘’taxe de bienvenue’’ à l’université ayant formé le diplômé qu’elle aura embauché pour au moins un an. Il faut rappeler que le Conseil du Patronat du Québec a été parmi les premiers à demander au gouvernement de hausser les frais de scolarité, mais évacuant toute contribution de leur part. Pourquoi le CPQ n’a-t-il pas proposé de taxer de 1% les profits des compagnies et de remettre l’argent aux universités de façon à les aider à boucler leur budget ? Une proposition que les leaders étudiants pourraient ajouter à leurs revendications.

Ironiquement, les associations étudiantes, en demandant des États généraux sur l’éducation et la mise sur pied d’un comité qui pourrait scruter à la loupe les dépenses des universités, seront-elles à l’origine de la première vraie ‘’ réingénierie’’ de l’État ?

 Il faut souhaiter que les incidents violents des derniers jours, que l’on attribue à une minorité de casseurs, ne fassent pas oublier la grande maturité des étudiants lors de leur débat démocratique. Un gros plus pour ceux et celles qui dirigeront la société de demain.

---30---

Courriel : belangerpi@videotron.ca